

Relations industrielles Industrial Relations



Nos collaborateurs

Volume 3, numéro 3, novembre 1947

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024058ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024058ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1947). Nos collaborateurs. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 3(3), 47-47. <https://doi.org/10.7202/1024058ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1947

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

vailleurs catholiques du Canada étaient au nombre de 338 sections locales avec 70,367 membres. Les fraternités internationales indépendantes de cheminots signalaient 37,731 membres et 370 sections locales.

* * *

Les sièges syndicaux ne déclarent pas leurs effectifs par provinces, mais on a soumis des rapports pour 3,846 des 4,635 sections connues. Les rapports qui nous viennent d'Ontario accusent un total de 236,729 syndiqués; ceux du Québec, 208,546; de Colombie-Britannique, 99,466; du Manitoba, 38,681; d'Alberta, 33,662; de Nouvelle-Ecosse, 33,233 de Saskatchewan, 21,756; du Nouveau-Brunswick, 18,659; de l'Île du Prince Édouard, 823; des Territoires du Nord-Ouest, 365 et du Yukon, 249.

SEMAINE SOCIALE DE FRANCE ET PROFESSION

Voici une des conclusions de la dernière semaine sociale de France concernant la profession.

Le problème de *la profession et de l'entreprise* a été de tout temps au centre des préoccupations du catholicisme social. Aujourd'hui, fidèle à sa ligne directrice, contre un néo-libéralisme toujours méfiant de toute discipline corporative, de toute participation des travailleurs à la gestion, comme du contrôle de l'Etat, et contre un socialo-communisme qui tend, non seulement dans de vastes secteurs nationalisés, mais dans le secteur privé lui-même, à organiser l'économie sous la direction des syndicats ouvriers unifiés, appuyés par un Etat politicien, le catholicisme social propose d'unir la direction et le personnel des entreprises à un double échelon:

a) à la base, dans l'entreprise (privée ou nationalisée), par l'établissement d'un régime humain de travail qui fasse des travailleurs les membres d'une communauté participant à la gestion et aux profits de l'entreprise, régime dont la réalisation est encore à peine essayée, même dans les entreprises qui ont été nationalisées;

b) au degré supérieur, dans la profession, en appelant les représentants des travailleurs avec ceux des chefs d'entreprise à organiser la profession (régime du travail et de la production) pour le bien de tous, sous le contrôle de l'Etat et sur la base de la liberté syndicale; alors qu'à l'heure actuelle, l'Etat décidant de tout et organisant tout, il n'existe même pas de Commissions mixtes permanentes et plus guère de conventions collectives.

BIBLIOGRAPHIES

Les Finances Coopératives, Conseil supérieur de la coopération, Québec, 1947, 1 vol.: 208 pages.

Le Conseil supérieur de la coopération vient de publier le rapport du 7ième congrès annuel de coopération sur les **Finances coopératives**. On y trouve le texte des travaux présentés à ce congrès par des spécialistes en ce domaine ainsi que les discussions auxquelles ils ont donné lieu. Les finances dans tous les secteurs de la coopération ont été couvertes: consommation, mutuelle-vie, production agricole, habitation, caisse populaire. Avec raison les ouvriers syndiqués s'intéressent de plus en plus à cette formule économique. Nous ne saurions trop leur recommander la lecture de ce rapport qui leur donnera des indications précises sur un aspect qui fait souvent la faiblesse de nos oeuvres sociales. — Gérard DION

Public Affairs, a Canadian quarterly published by THE INSTITUTE OF PUBLIC AFFAIRS, Dalhousie University, Halifax, October 1947.

The entirely number is devoted to the most important problem of *Housing and Community planning in Canada*. «The articles brought together in the issue attempt to treat the subject from the viewpoint of consumption as well as of production. They deal with its economic, social and cultural implications. The contributors are representative of the main groups wrestling with the problem: architects, builders and financial experts; government officials and community planners; leaders of veterans' organizations and cooperatives. The Federal Minister responsible for the Dominion's housing program is among them as well as men who are critical of the Government's action. The articles are written in non-technical language as far as the subject permits.»

LES CAHIERS

Le Service extérieur d'éducation sociale de l'Université Laval publiera incessamment le premier CAHIER d'une nouvelle série de dix numéros.

Cette série, qui constitue le Volume V de cette publication du Service extérieur, sera consacrée aux problèmes de l'éducation et de l'orientation de l'enfant.

L'abonnement est de \$1.00 pour la série de 10 numéros, ou 15 sous l'exemplaire.

NOS COLLABORATEURS

BOLTÉ, Paul-Emile, p.s.s., D.Th., M.Sc.Soc., professeur à la Faculté de théologie à l'université de Montréal, auteur du volume *Staline et Pie XI*.

DION, Gérard, L.Th., L.Phil., M.Sc.Soc., secrétaire du Département des relations industrielles, de la Faculté des sciences sociales, université Laval.

GAGNÉ, Jean, B.A., B.Ss.Soc., LL.L., assistant-secrétaire du Département des relations industrielles de l'université Laval.